

<http://ugtg.org/spip.php?article1126>



Contre la collusion Etat-Pwofitan : les brigades des prix du LKP !

- Actualité -



Date de mise en ligne samedi 10 octobre 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Au cours d'une conférence de presse organisée à la fin des vacances, les représentants du « Lyannaj Kont Pwofitasyon » faisaient savoir leur décision de mettre en place une « brigade ouvrière », composée de citoyens bénévoles, qui aurait pour mission de contrôler les prix des produits de grande consommation. Un appel aux volontaires était alors lancé afin de constituer ladite brigade. Dont acte... Et n'en déplaise aux chiens de garde de la pwofitasyon, d'autres révélations vont intervenir. En attendant petit rappel nécessaire...

Au cours d'une conférence de presse organisée à la fin des vacances, les représentants du « **Lyannaj Kont Pwofitasyon** » faisaient savoir leur décision de mettre en place une « brigade ouvrière », composée de citoyens bénévoles, qui aurait pour mission de contrôler les prix des produits de grande consommation. Un appel aux volontaires était alors lancé afin de constituer ladite brigade.

Mais le maître-chien de garde de la pwofitasyon ne tardait pas à réagir sous la forme d'un communiqué en date du 28 août et relayé par la presse ; où il mettait en garde contre tout acte d'intimidation ou de menace qui pourrait résulter de l'action des « brigades des prix » du LKP.

Le représentant de la pwofitasyon coloniale et capitaliste rappelait alors que tout consommateur avait la possibilité d'effectuer des relevés de prix mais que le contrôle des prix incombait aux seuls agents de la concurrence et de la répression des fraudes qui, eux, ont accès aux documents commerciaux des entreprises contrôlées ; et dont les moyens auraient été renforcés.

Il soulignait par ailleurs, que l'intervention de ces professionnels est strictement encadrée par la loi, sous le contrôle du juge. En conséquence, précisait-il, « si le protocole signé avec le LKP prévoit bien la création d'un bureau d'études ouvrières, aidé par l'Etat, à côté de l'Observatoire des prix, cet organisme d'analyse et de proposition n'aura aucune compétence en matière de contrôle sur le terrain ».

Une position aussitôt reprise par l'Union des Entreprises, MEDEF Guadeloupe, qui adressait à son tour un communiqué à ses adhérents pour faire le point sur cette question. L'UDE-MEDEF Guadeloupe confirmait à ses mandants que « seule la DDCCRF est habilitée à vous réclamer les éléments constitutifs de vos prix de vente. » En cas de demandes « inappropriées » et de comportements « illicites » dans le cadre d'une visite des brigades de contrôle des prix du LKP, les commerçants sont invités par le MEDEF, à faire appel aux forces de gendarmerie et de le signaler à l'organisation patronale.

Et pourtant...

L'équivalent des "brigades des prix", organisées soit par des consommateurs, soit par des professions (pêcheurs) existent bel et bien en France, comme partout ailleurs. Et, comble de tout, elles sont ultra-médiatisées :

- ▶ Débarquements de ces "brigades" au début de l'année dans les supermarchés pour redistribuer aux consommateurs le poisson frais sur lequel les grandes surfaces se font des marges astronomiques. Dans ce cas précis, les images sont pourtant passées en boucle sur toutes les télé françaises ; sans un mot de condamnation de ces actions...
- ▶ Depuis aout, ce sont des éleveurs agriculteurs qui bloquent des routes et des grandes surfaces, notamment dans la Région de Lyon, pour protester contre la chute des prix du lait...

Contre la collusion Etat-Pwofitan : les brigades des prix du LKP !

La médiatisation de ces actions, jointe à la justesse de l'action, entraîne des réactions en chaîne des ministres concernés, voire du premier ministre et du Président de la République en personne : vitupérant - certes avec mauvaise foi, mais vitupérant quand même - contre les abus de la grande distribution. Ainsi de Christine LAGARDE qui s'était fendue d'une visite dans un supermarché et pour déplorer le "prix trop élevé" du jambon...

Et, ces moines soldats, parfois aussi appelés préfets, se sont tus et se sont exécutés. Leur mission : veiller au renforcement des contrôles... Et l'idée même qu'un préfet puisse publiquement soutenir un groupe de la grande distribution (CARREFOUR - INTERMARCHE - LECLERC...) ne relève pas du champ du possible.

Et pourtant...

Les marges de la grande distribution en France sont 4 à 6 fois inférieures à celles pratiquées par les membres du Cartel de la Pwofitasyon en Guadeloupe ! Mieux, [l'affaire du Lucky Super Soft Sanitizer](#) mis en vente à CARREFOUR DESTRELAN est révélatrice des vraies marges opérées par les pwofitan toutes les fois où l'occasion se présente : 500% !

Et quelle aura été précisément la réaction du représentant de l'état en Guadeloupe ? Un communiqué dédouanant CARREFOUR DESTRELAN...

En Guadeloupe pourtant, le LKP - bien loin de ces actions coup de poing de véritables commandos, puisqu'aucune action n'avait encore été menée - aura été immédiatement pris à partie à l'annonce de de la constitution de ces brigades... L'idée qui sous-tend le communiqué du préfet DESFORGES du 28 août, est que nous serions au mieux ; voire de barbares...

A quoi avons-nous assisté depuis la fin du conflit et des négociations sur les prix de première nécessité : à la disparition des produits référencés par l'accord sur les prix des rayons des magasins, et d'autre part, à une flambée des prix de tous les autres produits !

Où sont donc les "Ninjas" de la République lorsqu'il s'agit de Carrefour Destrelan ? O yo, les contrôleurs censés assurer ces contrôles ? O la yo, les PENCHARD, les LUREL, les DESFORGES lorsqu'il s'agit de constater les dérives, les abus, les vols des profiteurs, des capitalistes - békés ou pas... ? O yo yé, les procureurs et autres services de répression de l'état lorsqu'il s'agit d'activer les GIR, SRPJ et autres pour enquêter sur l'origine d'un gel et d'un "savon" placés en tête de gondole dans le principal centre commercial de Guadeloupe ?

Lorsqu'il s'agit de débarquer dans les restaurants de Grand Bay et dans les roulottes tenues par des Guadeloupéens le long de la plage de Sainte-Anne pour dénoncer l'usage et la vente de produits frauduleux, le Procureur ne se gêne pas pour également convier la presse qui enchaîne, interviewes et reportages télé...

Face à la carence ou à la passivité complices des services de l'état, les Brigades des Prix sont donc d'une absolue nécessité. Vitales, pour **baré van a pwofitasyon an péyi Gwadeloup !**

Et la pli bel anba la bay... Car l'affaire des solutions hydro-alcooliques anti grippe H1N1 de Carrefour Destrelan ne s'arrête pas au cas du gel chinois « Lucky »... Comme souvent dans ce type d'affaire, une arnaque peut cacher une autre, ou permettre de la révéler. Une enquête a donc été menée sur un deuxième produit, lui aussi suspect.

A venir : La suite de l'enquête de la Brigade des prix du LKP dans les « rayonnages » de CARREFOUR DESTRELAN. Car la pli bel anba la bay... Ou l'histoire d'un savon moussant vendu pour trois sous par des sites en ligne mais distribué par CARREFOUR DESTRELAN au prix de 5.69Euros ! Et comme son frère

jumeau, le « Lucky Super Soft » auprès duquel il avait été installé : introuvable en Europe... Un produit sans marque... Un produit fantôme car retiré de l'allée centrale, retirée des rayons, retirée de la vente... Qui a donc prévenu CARREFOUR, puisque le LKP n'avait jamais fait mention de ce second produit ?!